

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 27 janvier 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

27,00 %

C'est le taux directeur de la Banque du Ghana, [maintenu à ce niveau par le Comité de politique monétaire de janvier](#) en raison des pressions inflationnistes persistantes.

Nigéria :

PwC publie ses perspectives budgétaires et économiques pour le Nigéria en 2025 ; Jumoke Oduwole relativise les départs d'entreprises étrangères en 2024 et promeut les efforts de l'administration Tinubu en faveur de la compétitivité et de l'attractivité du Nigéria ; Hausse des tarifs télécoms au Nigéria : une décision controversée aux enjeux multiples ; Les importations d'essence au Nigeria atteignent leur plus bas niveau depuis huit ans alors que la raffinerie Dangote augmente sa production.

Ghana :

Castel fait l'acquisition de deux usines Guinness au Ghana pour un montant de 81 M USD ; Le

Nigeria

PwC publie ses perspectives budgétaires et économiques pour le Nigéria en 2025

[PwC a publié fin janvier ses perspectives budgétaires et économiques pour le Nigéria en 2025.](#) D'après le cabinet d'audit et de conseil, l'année 2025 offre des perspectives positives pour le redressement économique du pays.

Selon PwC, le PIB pourrait croître de 3,3 % en 2025, soutenu par une poursuite des réformes. Les préoccupations en matière de soutenabilité budgétaire devraient quant à elles rester élevées, en raison d'un coût du service de la dette significatif et d'un déficit budgétaire excessif (-4,3 % en 2024 d'après la Banque mondiale). PwC prévoit que l'inflation diminuerait à 26 % en 2025, grâce au resserrement de la politique monétaire et à l'amélioration de la transparence et de la liquidité du marché des changes au Nigéria. Le taux de change devrait quant à lui rester stable en 2025, soutenu par les réformes du marché des changes mises en place par la Banque centrale du Nigéria (CBN), favorisant l'entrée de devises étrangères au Nigéria.

PwC prévoit en outre que les coûts opérationnels des entreprises resteront élevés en 2025, en particulier à cause des coûts de l'énergie, et du fait des défis persistants en matière d'infrastructures.

Le cabinet d'audit et de conseil identifie toutefois des opportunités d'affaires en 2025 pour les entreprises. La jeunesse de la population nigériane devrait générer des opportunités dans le domaine de l'innovation numérique, des industries créatives et de la formation aux compétences d'avenir. Concernant la culture, PwC conseille de développer des plateformes numériques et de renforcer les droits de propriété intellectuelle au Nigéria, afin de tirer parti de l'essor de son industrie créative. PwC révèle aussi un intérêt croissant des entreprises pour la valorisation des produits agricoles transformés. Le cabinet recommande enfin d'explorer les opportunités offertes par les mécanismes d'intégration régionale ou continentale, comme la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), alors que le Nigéria bénéficie d'une compétitivité-prix nouvelle grâce à la dépréciation du naira.

Jumoke Oduwole relativise les départs d'entreprises étrangères en 2024 et promeut les efforts de l'administration Tinubu en faveur de la

compétitivité et de l'attractivité du Nigéria

[La ministre fédérale de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement, Jumoke Oduwole, a accordé une interview au magazine *The Africa Report*.](#)

La ministre affirme tout d'abord que le départ d'entreprises étrangères du Nigéria s'inscrit dans un contexte global, qui ne saurait être propre au pays. Selon la ministre, depuis l'apparition de la pandémie mondiale, puis des conflits en Europe et au Moyen-Orient, les chaînes d'approvisionnement et les modèles d'investissement ont dû être adaptés. La ministre rappelle que les banques, en particulier européennes, se sont retirées de l'ensemble du continent ou ont modifié leurs stratégies. Certaines multinationales se sont également retirées – comme P&G, par exemple – et ont quitté l'ensemble du continent ; pas seulement le Nigeria.

Toutefois, pour améliorer la compétitivité et l'attractivité du Nigéria, Jumoke Oduwole explique que la Banque de l'industrie (BoI) et la Banque nigériane d'import-export (NEXIM) essaient actuellement d'établir des taux d'intérêt à un chiffre pour des secteurs ciblés, notamment l'agriculture et l'industrie manufacturière, afin que les entreprises de ces secteurs puissent accéder plus facilement au crédit.

Pour la ministre, les secteurs prioritaires au Nigéria sont les services technologiques et financiers, qui pourront notamment faciliter le commerce intrarégional et intracontinental. Les opportunités offertes par l'externalisation est un autre domaine prioritaire pour Jumoke Oduwole. Le Nigéria bénéficierait en effet d'une grande population anglophone, jeune, diplômée et dynamique. Celle-ci serait prête à travailler dans le cadre d'activités externalisées par les grandes multinationales, nécessitant peu d'infrastructures.

La ministre soutient que le Président Tinubu reste très attentif à d'autres domaines tels que l'agriculture et l'industrie. Bien que la croissance du secteur agroalimentaire ait été faible (1,1 % au troisième trimestre 2024), il existerait un potentiel significatif dans ce domaine. Le président serait enfin conscient que le Nigéria est une interface entre l'Atlantique et l'Afrique de l'Ouest. Il devrait donc d'après Jumoke Oduwole s'attacher à développer les infrastructures portuaires pour faciliter davantage les échanges.

Hausse des tarifs télécoms au Nigéria : une décision controversée aux enjeux multiples

Après douze ans de stabilité tarifaire, le gouvernement nigérien a annoncé début janvier une hausse de 50 % des tarifs des services télécoms, une mesure approuvée par la Commission nigériane des communications (NCC). [Cette décision suscite une forte opposition de la part des syndicats, notamment le Congrès du travail du Nigeria \(NLC\) et des associations de consommateurs, qui dénoncent une charge supplémentaire pour les ménages dans un contexte économique difficile.](#) Les opérateurs télécoms justifient cette

augmentation par la hausse de leurs coûts opérationnels, en raison de la dépréciation du naira et de l'augmentation des prix du diesel, essentiel à l'alimentation des infrastructures télécoms. [Selon une étude de la GSM Association, cette évolution pourrait favoriser l'expansion de l'Internet mobile, avec un accès élargi à 9 millions de nouveaux utilisateurs, dont 2 millions en zones rurales, et générer 150 M USD d'investissements pour le développement des réseaux.](#) L'objectif serait de porter la couverture 4G à 94 % de la population nigériane alors que, selon la NCC, le pays comptait 136 millions d'abonnés à Internet mobile en novembre 2024 pour une population de 216 millions d'habitants.

Malgré ces perspectives, le coût des forfaits demeure un frein majeur à l'adoption de l'Internet mobile, aux côtés du prix élevé des appareils compatibles, du manque de compétences numériques et des préoccupations liées à la sécurité des données et à la pertinence des contenus en ligne.

Les importations d'essence au Nigeria atteignent leur plus bas niveau depuis huit ans alors que la raffinerie Dangote augmente sa production

[Selon un rapport de Bloomberg, les importations de carburant du Nigeria ont chuté à leur niveau le plus bas en huit ans, atteignant environ 110 000 barils par jour entre le 1^{er} et le 24 janvier 2025.](#) Cette diminution significative est attribuée à la montée en puissance de la production de la raffinerie Dangote, qui traite aujourd'hui près de 500 000 bpj, pour une capacité de 650 000 bpj. Ayant lancé sa production d'essence en septembre 2024, la raffinerie contribue donc déjà à réduire la dépendance du Nigéria aux importations de carburant. Cette évolution a d'ailleurs perturbé le commerce mondial du pétrole, obligeant par exemple certaines raffineries européennes à rechercher de nouveaux débouchés pour leurs produits. Il s'agit donc d'un tournant pour le Nigeria qui, malgré son statut de principal producteur de pétrole d'Afrique, dépendait jusqu'à présent des importations de produits pétroliers raffinés en raison de l'inactivité de ses raffineries publiques.

A noter que l'ancienne unité de la raffinerie de Port Harcourt ainsi que la raffinerie de Warri ont repris aussi partiellement leur production en décembre 2024.

Ghana

Castel fait l'acquisition de deux usines Guinness au Ghana pour un montant de 81 M USD

[Le groupe français Castel a annoncé l'acquisition de Guinness Breweries au Ghana auprès du britannique Diageo.](#) Aux termes de l'accord conclu, Castel rachète 80,4 % des actions de Guinness Ghana, cotée à la Bourse d'Accra, pour 81 M USD, valorisant l'entreprise à 104 M USD. Diageo conserve toutefois la propriété de la marque Guinness ainsi que d'autres produits actuellement fabriqués par Guinness Ghana, dont Malta Guinness, Orijin, Smirnoff Ice, Alvaro et plusieurs spiritueux grand public.

Gregory Clerc, directeur général de Castel Group, a salué cette acquisition comme un symbole de l'esprit entrepreneurial de l'entreprise, marquant son entrée sur un 22^{ème} marché africain et réaffirmant sa confiance dans le potentiel du continent. Depuis les années 1960, Castel est l'une des principales entreprises de boissons du continent et a noué des partenariats avec plusieurs multinationales de consommation de premier plan. Castel est déjà partenaire de Diageo sur onze marchés africains. La transaction devrait être conclue en 2025.

Le Président Mahama constitue un comité de planification pour préparer le NED

[Le Président John Dramani Mahama a annoncé la création d'un comité national de planification du Dialogue économique national \(NED\),](#) composé de sept membres et présidé par l'économiste Dr Ishmael Yamson.

Ce comité, inscrit dans le « contrat social de 120 jours » du Président Mahama, a pour mission d'organiser le très attendu dialogue économique national et servira de cadre de concertation sur les choix politiques et l'assainissement budgétaire, tout en identifiant les réformes et priorités nécessaires à la relance économique. Le comité, qui dispose de quatre semaines pour soumettre un rapport détaillé, est composé de l'économiste Dr K.Y. Amoako, ancien secrétaire exécutif de la Commission économiques des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), du professeur John Gatsi doyen de l'école de commerce de l'Université de Capa Coast, de Mohammed Samara, président-directeur général du terminal Meridian Port Service au port de Tema, de Nelly Mireku, du ministère des Finances, d'Anthony Sarpong, nommé commissaire général de l'Autorité fiscale du Ghana (GRA), et d'Ernest De-Graft Egyir, fondateur et président du Réseaux des PDG du Ghana (*Ghana CEO Networks*).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja
martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr